

Commune de Juvigny Val d'Andaine

Département
Orne
Arrondissement
Alençon

COMPTE RENDU DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 13 JUIN 2017

<i>Nombre de conseillers En exercice : 73 Présents : 41 Date de convocation : 6 juin 2017</i>	L'an deux mil dix-sept, le treize juin à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire dans la salle polyvalente de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine sous la présidence de Monsieur Bernard MOREAU, Maire
---	--

Etaient présents (41) :

Fabienne AGUITON	Loïc GAUTIER	Rémy LOUVEL
Jacky BESLARD	André GERARD	Annie MARINARO
Henri BONNEL	Marcelle GERARD	Charles MERLIER
Evie BOUTELOUP	Martin GRIPON	Bernard MOREAU
Sylvie BRAULT	Sophie GRIVOIS	Michel MOREAU
Stéphane BRUNEAU	Mireille GUYOT	Jean PETRON
Micheline BRUNET	Marie LABASTIE	Philippe PETRON
Chantal CANEVET	Laurent LEBLANC	Martine PHILIPPE
Gérard CHARCELLAY	Henri LEROUX	Daniel POUSSIER
Bertrand DABOUX	Jean-Paul LEROUX	Isabelle PREEL
Françoise DUMESNIL	Hervé LEROYER	Claudine ROETZINGER
Bernadette DURAND	Josèphe LEVENEUR	Sylvie SERAIS
Daniel FORGET	Brigitte LIBERT	Anne-Marie VOISIN
Jean GARNIER	David LINSTAD	

Absents (32) : Jean-Claude ANNE - Emmanuel BEDU - Valérie BEUSCART - Didier BOISGONTIER - Eric BOUVIER - Dominique BRETON - Pascal BRUNET - Mickaël CHAUVET - Françoise CHAUVIN - Pascal CHRETIEN - Denis COURTEILLE - Philippe DEROUAULT - Jean-Marie DUMESNIL - Anthony ERNOULT - Hugues FOURRE - Didier GERARD - Mathieu GERARD - Madeleine GODEFROY - Gérard GRANDIN - Daniel JOUIN - Fabien LECUYER - Didier LEROUX - Patrice LESELLIER - Nadège LETELLIER - Gérard LEUDIERE - Dominique LEVERRIER - Annick LIBERT - Marie-Caroline MONSALLIER - Maryse MUGICA - Alain POUSSIER - Daniel POUTEAU - Anita ROUSSEL

Ont donné un pouvoir (6) : Jean-Claude ANNE à Henri LEROUX - Eric BOUVIER à Mireille GUYOT - Pascal CHRETIEN à Bernadette DURAND - Madeleine GODEFROY à Bernard MOREAU - Dominique LEVERRIER à Sylvie SERAIS - Annick LIBERT à Henri BONNEL

Madame Françoise DUMESNIL a été désignée secrétaire de séance.

ORDRE DU JOUR

- 1 - Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) : transfert de la perception et de la fixation du taux au Territoire d'Energie Orne
- 2 - Indemnité des élus
- 3 - Loyer du commerce de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
- 4 - Modification des statuts du comité syndical des eaux d'Andaine
- 5 - Mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)
- 6 - Demande de participation financière aux frais de scolarité de l'école publique de Lassay les Châteaux
- 7 - Loyer d'un logement sis 21, place Saint Michel à Juvigny sous Andaine
- 8 - Acquisition de tables et de chaises pour les salles communales de Juvigny sous Andaine et de Sept Forges
- 9 - Lancement d'une consultation d'entreprises pour les travaux d'aménagement des vestiaires de football de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
- 10 - Limiteur de sonore dans les salles communales de La Baroche sous Lucé et Juvigny sous Andaine
- 11 - Aménagement d'un logement dans l'ancien presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé : modification de la durée de location
- 12 - Règlement d'assainissement
- 13 - Modification de loyer de logements communaux de la commune déléguée de Sept Forges
- 14 - Vente d'un chemin rural sur la commune déléguée de Sept Forges
- 15 - Transfert des pouvoirs de police des maires aux présidents des EPCI
- 16 - Admissions en non-valeur
- 17 - Location d'un bâtiment artisanal sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine

Avant de débiter la séance, Monsieur le Maire demande au conseil municipal l'autorisation d'ajouter un point n° 18 à l'ordre du jour intitulé « dossier DETR pour la création d'un parking, d'un cheminement accessibilité pour le terrain de football et l'arboretum ».

Le conseil municipal accepte cet ajout.

2017061	Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) : transfert de la perception et de la fixation du taux au Territoire d'Energie Orne
----------------	--

VU le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2333-2 à L.2333-5, L.3333 à L.3333-3-3 et L.5212-24,

VU les articles 1638 et 1639 A bis du code général des impôts,

Le Maire

Expose que par arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, il a été créé, compter du 1^{er} janvier 2016, la commune nouvelle de Juvigny Val d'Andaine, issue de la fusion des communes de Beaulandais, La Baroche sous Lucé, Juvigny sous Andaine, Loré, Lucé, Saint Denis de Villeneuve et Sept Forges,

Rappelle :

- les modalités de perception de la TCFE :
 - . en sa qualité d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité le Territoire d'Energie Orne (Te61) perçoit à la place de ses communes membres dont la population totale recensée par l'INSEE au 1^{er} janvier de l'année est égale ou inférieure à 2000 habitants ou dans lesquelles la taxe était déjà perçue par le syndicat au 31 décembre 2010,
 - . pour les autres communes, la perception de la taxe par le Te61 peut être décidée par délibérations concordantes de la commune et du syndicat (Te61),
 - . que le territoire d'Energie Orne est donc habilité, sur cette base, à percevoir la TCCFE à la place d'une commune nouvelle dont la population recensée par l'INSEE est supérieur à 2000 habitants, s'il en est décidé ainsi par délibérations concordantes du syndicat et de la commune intéressée, prises dans les conditions prévues au premier alinéa du I de l'article 1639 A bis du code général des impôts (CGI), c'est-à-dire avant le 1^{er} octobre de l'année au cours de laquelle la commune nouvelle prend effet fiscalement, pour entrer en vigueur à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante.

Précise que :

- pour les anciennes communes de Beaulandais, La Baroche sous Lucé, Juvigny sous Andaine, Loré, Lucé, Saint Denis de Villeneuve et Sept Forges, le territoire d'Energie Orne percevait déjà directement ladite taxe,
- la commune nouvelle de Juvigny Val d'Andaine a une population supérieure à 2000 habitants et qu'il convient par conséquent d'en délibérer,
- la perception de la TCCFE par le territoire d'Energie 61 (Te61) lui permet de financer des dépenses du service de distribution publique d'électricité sur le territoire de la commune,
- pour continuer à bénéficier des financements, il appartient à la commune nouvelle de rédiger une délibération concordante pour permettre au Territoire d'Energie Orne de continuer à percevoir la TCCFE sur son territoire,
- le coefficient multiplicateur de cette taxe sera fixé par le Territoire de l'Energie 61, la loi imposant à cet égard que les deux tarifs de taxation selon la puissance souscrite appliqués aux consommations d'électrification imposées sur le territoire de la commune, soient identiques aux tarifs en vigueur sur le territoire, des autres communes du syndicat à la place desquelles celui-ci perçoit la TCCFE.

Après en avoir débattu et délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- accepte toutes les propositions énoncées,
- autorise le Territoire d'Energie Orne à percevoir directement la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) sur son territoire,
- décide que le coefficient multiplicateur applicable concernant la taxe locale sur la consommation finale d'électricité est celui en vigueur,
- décide que l'autorisation de perception directe de la taxe par le Territoire d'Energie Orne prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2017, soit l'année suivante au cours de laquelle la création de la commune a pris effet fiscalement,
- donne pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toutes les dispositions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

En application des articles L.5211-3 et L.2131-1 du CGCT, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et dès sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.

La présente délibération sera transmise après visa de légalisation à Madame le Receveur du Te61 et à Monsieur le Président du Te61.

2017062	Indemnité des élus
----------------	---------------------------

Monsieur le Maire rappelle que le conseil municipal a décidé de fixer le montant des indemnités pour l'exercice effectif des fonctions d'adjoints et d'adjoints délégués sur la base de l'indice brut terminal de la fonction publique (cf. délibération n° 2017052 du 5 avril 2017). Or, il a été omis de préciser que cette décision était applicable à compter du 1^{er} janvier 2017. Monsieur le Maire demande donc au conseil municipal de délibérer sur ce point.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, précise que le montant des indemnités des élus basé sur l'indice brut terminal de la fonction publique est applicable à compter du 1^{er} janvier 2017.

2017063	Loyer du commerce de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé
----------------	---

Monsieur Daniel POUSSIER, Maire délégué de La Baroche sous Lucé, rappelle qu'au cours de la séance du 1^{er} mars 2017 (délibération n° 2017040) le conseil municipal a décidé d'établir un bail de fonds de commerce avec Madame Micheline LEROUX pour le multiservices de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé sous forme de location gérance avec bail des murs commerciaux et d'habitation d'une durée de 3 ans et de fixer le loyer comme suit :

- . fonds de commerce : 40,00 € HT
- . murs commerciaux : 60,00 € HT
- . appartement : 200,00 € TTC (non soumis à la TVA)

Or, à la demande de Madame LEROUX et du notaire chargé de l'acte, il convient de modifier la répartition du loyer de la manière suivante :

- fonds de commerce : 80,00 € HT
- murs commerciaux : 120,00 € HT
- appartement : 100,00 € TTC (non soumis à la TVA)

Monsieur le Maire demande au conseil Municipal de bien vouloir délibérer sur cette modification.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- décide la modification de la location gérance et du bail d'immeuble en date du 18 mai 2017,
- décide de fixer le loyer, qui sera payable d'avance au 5 du mois et révisable annuellement en fonction de l'indice du coût de la construction, comme suit :

- . fonds de commerce : 80,00 € HT
- . murs commerciaux : 120,00 € HT
- . appartement : 100,00 € TTC (non soumis à la TVA)

- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire délégué de La Baroche sous Lucé pour signer les pièces et actes relatifs à la présente délibération.

2017064	Modification des statuts du comité syndical des eaux d'Andaine
----------------	---

Monsieur le Maire donne connaissance au conseil municipal de la délibération du syndicat intercommunal des eaux d'Andaine (SIEA) adopté par le comité syndical lors de sa séance du 29 mars 2017 et modifiant ses statuts : « le siège du syndicat mixte est fixé à la mairie « rue des Quatre Roues » Couterne 61140 Rives d'Andaine ».

Conformément aux dispositions du 2^{ème} alinéa de l'article L.5211-20 du Code général des Collectivités territoriales, il est demandé au conseil municipal de donner son avis sur la modification des statuts.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- accepte la modification des statuts du syndicat intercommunal des eaux d'Andaine (SIEA),
 - donne pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toutes les dispositions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.
- La présente délibération sera transmise après visa de légalisation à Monsieur le Président du SIEA.

2017065	Mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)
----------------	---

Le Conseil municipal,

Sur rapport de Monsieur le Maire

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment ses articles 87,88, 111 et 136,

VU le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

VU le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel,

VU l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps des adjoints administratifs des administrations de l'Etat des disposition du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, et son annexe

VU l'arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application aux corps des secrétaires administratifs des administrations de l'Etat des disposition du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions,

des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, et son annexe

VU l'arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques des administrations de l'Etat des disposition du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, et son annexe

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps des conseillers techniques de services social des administrations de l'Etat des disposition du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, et son annexe

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps des assistants de service social des administrations de l'Etat des disposition du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, et son annexe

VU l'arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application aux corps des attachés d'administration de l'Etat des disposition du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, et son annexe

VU l'arrêté du 27 aout 2015 pris en application de l'article 5 du décret 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

VU l'arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application aux agents du corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

VU la Circulaire NOR : RDFF1427139C du 5 décembre 2014 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel

VU l'avis du comité technique en date du 2 mars 2017,

VU les crédits inscrits au budget,

CONSIDERANT que conformément à l'article 2 du décret n° 91-875, il appartient à l'assemblée délibérante de fixer dans les limites prévues par les textes susvisés, la nature, les conditions d'attribution et le taux moyen des indemnités applicables à ces personnels.

Préambule : Un nouveau régime indemnitaire appelé Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP) peut être institué afin de valoriser principalement l'exercice des fonctions via la création d'une indemnité principale, versée mensuellement (IFSE). A cela, s'ajoute un complément indemnitaire annuel (CIA) versé en fonction de l'engagement indemnitaire et de la manière de servir. Ce nouveau régime indemnitaire se substitue aux régimes institués antérieurement.

Première partie : L'Indemnité de fonction, de sujétion et d'expertise (IFSE)

Article 1 : IFSE : L'IFSE est instituée selon les modalités ci-après et dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat.

L'IFSE est un outil indemnitaire qui a pour finalité de valoriser l'exercice des fonctions.

Ce principe de reconnaissance indemnitaire est axé sur l'appartenance à un groupe de fonctions. Il revient ainsi à l'autorité territoriale de définir les bénéficiaires et de répartir les postes au sein de groupes de fonctions.

Article 2 : Bénéficiaires : L'IFSE est attribuée aux agents stagiaires, titulaires et aux agents contractuels.

Les cadres d'emplois concernés sont les suivants :

Pour la filière administrative :

- Adjoint administratif
- Rédacteur
- Secrétaire de mairie
- Attaché territorial

Article 3 : Détermination des groupes de fonctions et des critères

Pour chaque cadre d'emplois, il convient de définir des groupes de fonctions auxquels seront rattachés des montants indemnitaires maximum annuels.

Les groupes de fonctions sont hiérarchisés, le groupe 1 étant réservé aux postes les plus exigeants. La hiérarchie entre les groupes va transparaître via des plafonds distincts.

La répartition de fonctions au sein des groupes de fonctions est réalisée selon un schéma simple et lisible au regard des critères fonctionnels objectivés. Ils doivent permettre de cibler les niveaux de responsabilité. Trois critères seront communs à tous les cadres d'emplois :

- 1 Fonction d'encadrement, de coordination, de pilotage, de conception. Ce critère fait référence à des responsabilités plus ou moins lourdes en matière d'encadrement, de coordination d'une équipe, d'élaboration et de suivi de dossiers stratégiques ou de conduite de projets (responsabilité d'encadrement direct et de coordination – responsabilité de projet ou d'opération – missions confiées = délai – qualité d'exécution – niveau de qualification requis).
- 2 Technicité, expertise, expérience ou qualifications nécessaires à l'exercice des fonctions. Il s'agit de valoriser l'acquisition et la mobilisation de compétences plus ou moins complexes dans le domaine fonctionnel de référence de l'agent (connaissance de niveau élémentaire à expertise) – complexité des tâches (exécution simple ou interprétation) – capacité d'adaptation – initiative – autonomie – diversité des domaines de compétence (tâches – dossiers – projets...).
- 3 Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel – Contraintes particulières liées au poste (conditions de travail ((risque de maladie professionnel, d'accident,

vigilance, effort physique)) – responsabilité pour la sécurité d'autrui – responsabilité financière – confidentialité – facteur de perturbation ((tension mentale, nerveuse)) – déplacements fréquents ((distance et fréquence)).

La collectivité détermine :

- 2 groupes de fonctions pour les catégories A,
- 2 groupes de fonctions pour les catégories B,
- 3 groupes de fonctions pour les catégories C.

Les groupes de fonctions par cadre d'emplois sont définis au vu de critères d'attributions arrêtés par l'assemblée dans le tableau annexé ainsi que les montants maximums annuels pour la collectivité.

Article 4 : Attribution individuelle :

Conformément au décret n° 91-875, le Maire fixera librement par arrêté le montant individuel dans la limite des montants maximums prévus dans le tableau en annexe selon les critères d'attribution du groupe et ceux communs à tous les cadres d'emplois cités à l'article 3.

Article 5 : Réexamen : Le montant de l'IFSE pourra faire l'objet d'un réexamen en cas de changement de groupe de fonction avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions afin d'encourager la prise de responsabilité mais également au sein du même groupe de fonction :

- En cas de mobilité vers un poste relevant d'un même groupe de fonction,
- A minima tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent (approfondissement des compétences techniques, de diversification des connaissances),

Deuxième partie : Le complément indemnitaire annuel (CIA)

Article 6 : Objet du CIA : Le complément indemnitaire annuel est institué afin de tenir compte de l'engagement professionnel et la manière de servir. L'appréciation de la manière de servir est fondée sur l'entretien professionnel.

Plus généralement, seront appréciés :

- la valeur professionnelle de l'agent ;
- son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions ;
- son sens de service public ;
- sa capacité à travailler en équipe ;
- sa contribution au collectif de travail ;
- la connaissance de son domaine d'intervention ;
- sa capacité à s'adapter aux exigences du poste, à coopérer avec des partenaires internes ou externes ;
- son implication dans les projets du service ou sa participation active à la réalisation des missions rattachées à son environnement professionnel ;
- sa mobilité ;
- son positionnement au regard de ses collaborateurs ;
- son positionnement à l'égard de la hiérarchie ;
- sa relation avec le public ;

- sa réactivité ;
- l'adaptabilité ;
- le sens de l'écoute, du dialogue ;
- la ponctualité.

Article 7 : Bénéficiaires : Le CIA est attribué aux agents stagiaires, titulaires et aux agents contractuels.

Les cadres d'emplois concernés sont les suivants :

Pour la filière administrative :

- Adjoint administratif
- Rédacteur
- Secrétaire de mairie
- Attaché territorial

Article 8 : Modalités d'attribution

L'autorité fixe annuellement les montants individuels par arrêté dans la limite d'un montant maximum fixé par l'assemblée délibérante par groupe de fonction conformément au tableau ci-annexé.

Le coefficient individuel de l'agent, compris entre 0 et 100 %, sera attribué au vu des critères, pour chaque agent sur le montant maximum annuel défini par l'assemblée délibérante fixé dans le tableau en annexe par groupe de fonctions de chaque cadre d'emploi dans la limite des textes applicables à la Fonction Publique d'Etat. Il est assujéti à l'engagement professionnel et à la manière de servir appréciés au regard de l'entretien professionnel.

Ce versement est non reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Troisième partie : Dispositions communes

Article 9 : Versement : L'IFSE sera versée mensuellement.

Le CIA sera versé selon une périodicité deux fois par an au mois de juillet et de décembre.

Les versements seront proratisés pour les agents à temps non complet ou autorisés à travailler à temps partiel.

Article 10 : Cumul : Le RIFSEEP est cumulable avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- Le dispositif compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA),
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- La prime de responsabilité versée au DGS.

L'arrêté en date du 27/08/2015 précise par ailleurs que le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) est cumulable avec les indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2000-815 du 25/08/2000.

Article 11 : Les modalités de maintien ou de suppression.

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 précité, le régime indemnitaire de l'Etat suit le sort du traitement en cas de congé de maladie ordinaire (y compris accident de service / maladie professionnelle ou imputable au service).

Il est maintenu intégralement pendant les congés pour maternité, paternité, adoption. Il est suspendu en cas de congé de longue durée ou de grade maladie. En cas de temps partiel thérapeutique, le juge considère que les primes et indemnités doivent suivre le même sort que le traitement.

L'assemblée délibérante décide l'application des règles de la FPE au titre du RIFSEEP et du CIA.

Article 12 : Crédits budgétaires : les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Article 13 : Abrogation des délibérations antérieure : toutes dispositions antérieures portant sur des primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir sont abrogées.

Article 14 : Exécution : le Maire et le Comptable public sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération qui sera transmise au représentant de l'Etat dans le département pour contrôle de légalité.

Article 15 : Voies et délais de recours : le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Article 16 : Date d'effet : les dispositions de la présente délibération prendront effet au 1^{er} janvier 2017.

2017066	Demande de participation financière aux frais de scolarité de l'école publique de Lassay les Châteaux
----------------	--

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune de Lassay les Châteaux a sollicité une participation financière de 618,72 € par élève, soit 1 237,44 € pour deux élèves domiciliés sur la commune déléguée de Sept Forges.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- accepte le versement d'une participation financière de 1 237,44 € au profit de l'école de Lassay les Châteaux,
- charge Monsieur le Maire d'effectuer les écritures comptables nécessaires.

2017067	Loyer d'un logement sis 21, place Saint Michel à Juvigny sous Andaine
----------------	--

Monsieur Henri BONNEL, Maire délégué de Juvigny sous Andaine, informe l'assemblée que le conseil communal a décidé de modifier le montant du loyer d'un

logement situé 21, place Saint Michel actuellement vacant. A compter de la prochaine location, celui-ci sera de 345,00 € mensuel au lieu de 330,68 €.

En effet, l'immeuble où se situe ce logement comporte aussi un bureau occupé par l'UNA et il n'existe qu'un seul compteur d'eau pour ces deux locaux. Afin de différencier les consommations en eau, il a été décidé que le compteur et donc les consommations soient au nom de la commune. Le loyer du logement a donc été réévalué en fonction d'une consommation d'eau annuelle pour 2 personnes soit environ 30 m3.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir délibérer sur ce point.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- accepte de modifier le montant du loyer du logement sis 21, place Saint Michel à Juvigny sous Andaine,
- fixe le loyer mensuel à 345,00 €,
- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire délégué de Juvigny sous Andaine pour signer les pièces et actes relatifs à la présente délibération.

2017068	Acquisition de tables et de chaises pour les salles communales de Juvigny sous Andaine et de Sept Forges
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que des crédits ont été portés au budget primitif 2017 pour l'acquisition de tables et de chaises pour aménager les salles communales de Juvigny sous Andaine et Sept Forges.

Les conseils communaux ont retenu la proposition de la société Neveu Bureau Concept d'un montant de 18 150,00 € HT (21 780,00 € TTC) qui se décompose de la manière suivante :

Juvigny sous Andaine :

30 tables pliantes	: 6 932,10 € HT
2 chariots de transport	: 570,60 € HT
Sous total	: 7 502,70 € HT

Sept Forges :

30 tables pliantes	: 6 932,10 € HT
2 chariots de transport	: 570,60 € HT
100 chaises coque plastique	: 3 537,00 € HT
Sous total	: 11 039,70 € HT

Remise : - 535,40 € HT

Eco participation : 143,00 € HT

Total : 18 150,00 € HT

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré :

- accepte de faire l'acquisition de tables et de chaises pour les salles communales de Juvigny sous Andaine et Sept Forges,
- accepte le devis de la société Neveu Bureau Concept de 18 150,00 € HT,
- donne pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toutes les dispositions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2017069	Lancement d'une consultation d'entreprises pour les travaux d'aménagement des vestiaires de football de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
----------------	--

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que :

- en vertu de la délibération n° 2016005 du 7 janvier 2016 délégation lui a été donnée pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget,
- des crédits ont été inscrits au budget primitif 2017 pour la réalisation de travaux d'aménagement des vestiaires de football et du camping de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine.

De ce fait, il procédera très prochainement aux formalités nécessaires de passation de marché de travaux. Pour rappel, le coût prévisionnel des travaux est estimé à 126 723,00 € HT.

2017070	Limiteur sonore dans les salles communales de La Baroche sous Lucé et Juvigny sous Andaine
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que des crédits ont été portés au budget primitif 2017 pour l'installation d'un limiteur sonore dans les salles communales de Juvigny sous Andaine et La Baroche sous Lucé.

Les conseils communaux ont retenu la proposition de la société SCF de La Ferté Macé d'un montant de 5 645,64 € HT (6 774,77 € TTC) qui se décompose de la manière suivante :

Juvigny sous Andaine : 2 786,00 € HT (3 343,20 € TTC)

La Baroche sous Lucé : 2 859,64 € HT (3 431,57 € TTC)

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré :

- accepte l'installation d'un limiteur sonore dans les salles communales de Juvigny sous Andaine et La Baroche sous Lucé,
- accepte le devis de la société SCF de 5 645,64 € HT,
- donne pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toutes les dispositions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2017071	Aménagement d'un logement dans l'ancien presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé : modification de la durée de location
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée qu'une demande de subvention au titre de la DETR a été sollicitée au cours de la séance du 1^{er} mars 2017 (cf. délibération n° 2017029) pour l'aménagement d'un logement dans l'ancien presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé. Le conseil municipal s'était engagé à louer le logement social situé 2, Impasse du Presbytère sur une période de 12 ans à des ménages dont les revenus, à la date de signature du bail, sont inférieurs à certains plafonds de ressources. Or, la durée d'engagement de location a été révisée et est maintenant passée à 9 ans au lieu de 12.

Monsieur le Maire demande donc au conseil municipal de bien vouloir délibérer sur ce point.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- s'engage à louer le logement social situé 2, Impasse du Presbytère, cadastré en section AB 131, sur une période de 9 ans à des ménages dont les revenus, à la date de signature du bail, sont inférieurs à certains plafonds de ressources (location soumise aux plafonds de ressources PLUS),
- dit que les autres termes de la délibération n° 2017029 du 1^{er} mars 2017 sollicitant une aide financière au titre de la DETR restent inchangés,
- donne pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toutes les dispositions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2017072	Règlement d'assainissement
----------------	-----------------------------------

Monsieur Henri LEROUX, Maire délégué de Beaulandais et Président de la commission voirie, lotissement et assainissement, informe le conseil municipal qu'un règlement d'assainissement unique a été établi pour les communes déléguées de La Baroche sous Lucé, Juvigny sous Andaine et Sept Forges. La commission qu'il préside a validé ce nouveau document qui sera annexé à la délibération du conseil municipal.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur Henri LEROUX et après en avoir délibéré :

- approuve le règlement d'assainissement tel que présenté,
- donne pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toutes les dispositions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2017073	Institution d'une participation pour le financement de l'assainissement collectif (P.F.A.C.)
----------------	---

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la participation pour le financement de l'assainissement collectif (P.F.A.C.), instituée par l'article L.1331-7 modifié par la loi n° 2012-du 14 mars 2012 - art. 30 (V) du Code de la Santé Publique est perçue auprès des propriétaires des immeubles, sous réserve que leurs raccordements génèrent un apport d'eaux usées supplémentaires, dans les cas suivants :

- . extensions d'habitations
- . demande de raccordement d'une habitation non raccordée initialement au réseau de collecte
- . permis de construire déposé après la mise en service du collecteur.

La P.F.A.C. concerne les propriétaires d'immeubles soumis à l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées en application de l'article L. 1331-1 pour tenir compte de l'économie par eux réalisée en évitant une installation d'évacuation ou d'épuration individuelle réglementaire ou la mise aux normes d'une telle installation.

Cette participation s'élève au maximum à 80 % du coût de fourniture et de pose d'une installation d'assainissement non collectif conforme, diminué, le cas échéant, du montant du remboursement dû par le même propriétaire au titre des

frais de branchement, en application de l'article L. 1331-2. Cette participation est exigible à compter de la date du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ce raccordement génère des eaux usées supplémentaires.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré, conformément au deuxième alinéa de l'article L.1331-7 du Code de la Santé Publique qui lui en donne la possibilité :

- décide d'instaurer, à la charge des propriétaires, une participation pour le financement de l'assainissement collectif des immeubles concernés par l'obligation de raccordement au réseau public de collecte des eaux usées en application de l'article L. 1331 du code la santé publique,
- fixe le montant de la participation à 1 500,00 € HT par logement pour les constructions existantes lors de la mise en place du réseau et pour les constructions nouvelles,
- donne pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toutes les dispositions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2017074	Tarification de l'assainissement collectif : usage de puits ou autres source que le réseau
----------------	---

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que le code général des collectivités territoriales prévoit, pour les personnes s'alimentant à une source ne relevant pas d'un service public et générant un rejet d'eaux usées au service d'assainissement collectif, des modalités particulières de calcul de la redevance (article R.2224-19-4 du CGCT) :

- . soit par mesure directe, c'est-à-dire comptage posé en entretenu aux frais de l'usager,
- . soit sur la base de critères permettant d'évaluer le volume d'eau prélevé et prenant en compte notamment la surface de l'habitation et du terrain, le nombre d'habitants, la durée du séjour.

Monsieur le Maire propose de retenir les bases suivantes :

- un volume de 20 m3/an/habitant pour une surface d'habitation inférieure à 300 m² et surface de terrain inférieure à 5000 m².

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- décide de fixer la redevance sur la base proposée à savoir un volume de 20 m3/an/habitant pour une surface d'habitation inférieure à 300 m² et surface de terrain inférieure à 5000 m²,
- décide d'appliquer un abattement de 30 % en cas de résidence secondaire afin de tenir compte de la durée du séjour,
- décide que les bases ci-dessus ne seront pas appliquées si l'usager met en place à ses frais un comptage sur la ressource non publique, le volume réel s'appliquant alors (total des volumes du réseau public et du réseau privé),
- donne pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toutes les dispositions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2017075	Modification de loyer de logements communaux de la commune déléguée de Sept Forges
----------------	---

Madame Sylvie SERAIS, Maire délégué, informe le conseil municipal que la révision des loyers des logements de la commune déléguée de Sept Forges a lieu le 1^{er} juillet de chaque année. A compter de cette date, les loyers seront portés à :

- logement de la mairie : 374,38 €
- logement route Céaucé : 262,24 €

Madame SERAIS demande au conseil municipal que ces loyers soient arrondis à 375,00 € et 263,00 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- décide de fixer le montant du loyer mensuel du logement de la mairie à 375,00 € et du logement route de Céaucé à 263,00 €,
- dit que ces montants seront appliqués à compter de la révision du 1^{er} juillet 2017,
- donne pouvoir à Monsieur le Maire ou à Madame le Maire déléguée de Sept Forges pour prendre toutes les dispositions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2017076	Vente d'un chemin rural sur la commune déléguée de Sept Forges
----------------	---

Madame Sylvie SERAIS, maire délégué de Sept Forges, informe l'assemblée que son conseil communal a accepté de vendre un ancien chemin rural entre les lieuxdits Petits Cheviers et Hauts Cheviers qui n'est plus affecté à l'usage du public qui n'a pas lieu de l'utiliser. Cette voie de 135 mètres de longueur environ constitue aujourd'hui une charge pour la collectivité.

L'aliénation de ce chemin rural, prioritairement aux riverains, apparaît bien comme la meilleure solution. Pour cela, conformément à l'article L161-10-1 du code rural et de la pêche maritime il convient de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation de ces biens du domaine privé de la commune.

En conséquence, après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité décide :

- de procéder à l'enquête publique préalable à l'aliénation du chemin rural entre les lieuxdits Petits Cheviers et Hauts Cheviers, en application de l'article L 161-10-1 du code rural et de la pêche maritime et du code des relations entre le public et l'administration,
- de fixer le prix de vente à 0,50 €, le m²,
- que les frais engagés seront intégralement supportés par le ou les acquéreurs (notaire et géomètre),
- d'autoriser Monsieur le Maire ou Monsieur le Maire délégué de Sept Forges à signer toutes pièces nécessaires à la poursuite de cette affaire.

2017077	Transfert des pouvoirs de police des maires aux présidents des EPCI
----------------	--

Monsieur le Maire fait part au conseil municipal d'une circulaire de Madame le Préfet de l'Orne concernant le transfert des pouvoirs de police spéciale des maires aux présidents des EPCI. En effet, l'élection de nouveaux présidents suite aux fusions de communautés de communes ainsi que le transfert de nouvelles compétences activent de nouveau mécanisme de transfert automatique des pouvoirs de police. L'article L.5211-9-2 du code général des collectivités territoriales rend obligatoire le transfert de ces pouvoirs des communes vers les EPCI lorsqu'ils sont compétents en matière :

- d'assainissement,
- de la collecte des déchets ménagers,
- de la réalisation des aires d'accueil des gens du voyage,
- de la voirie (police de la circulation et du stationnement sur l'ensemble des voies communales et intercommunales y compris à l'extérieur des agglomérations, délivrance des autorisations de stationnement des taxis),
- de l'habitat (police des immeubles menaçant ruine et de sécurité des ERP à usage d'hébergement et des immeubles collectifs à usage d'habitation).

La loi permet au maire de s'opposer à ces transferts automatiques. Il doit notifier son opposition au président de l'EPCI dans les 6 mois qui suivent l'élection de ce dernier ou dans les 6 mois qui suivent le transfert de la compétence justifiant le transfert des pouvoirs de police.

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré :

- s'oppose formellement aux transferts des pouvoirs de police spéciale désignés ci-dessus,
- demande que la présente délibération soit transmise à Madame le Préfet de l'Orne,
- donne pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toutes les dispositions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2017078	Admissions en non-valeur
----------------	---------------------------------

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal que des titres de recettes sont émis à l'encontre d'usagers pour des sommes dues sur le budget principal ou le budget annexe d'assainissement. Certains titres restent impayés malgré les diverses relances du Trésor Public. Il convient de les admettre en non-valeur.

Le Conseil municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 et M49, notamment la procédure relative aux créances irrécouvrables,

Considérant l'état des produits irrécouvrables dressé par le comptable public,

Considérant sa demande d'admission en non-valeur des créances n'ayant pu faire l'objet de recouvrement après mise en œuvre de toutes les voies d'exécution,

Considérant que les dispositions prises lors de l'admission en non-valeur par l'assemblée délibérante ont uniquement pour objet de faire disparaître de la comptabilité la créance irrécouvrable,

et après en avoir délibéré :

- **décide** d'approuver l'admission en non-valeur des recettes énumérées ci-dessous pour un montant total de 521,08 €, correspondant aux listes des produits irrécouvrables n° 10302/2017/2601130512 et 10302/2017/2638680512 dressées par le comptable public pour le budget annexe d'assainissement :

Exercice 2010

<i>N° Titre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nature de la recette</i>
75313880012	3,40 €	Redevance d'assainissement
TOTAL	3,40 €	

Exercice 2011

<i>N° Titre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nature de la recette</i>
75313910012	72,91 €	Redevance d'assainissement
75313910012	8,99 €	Modernisation de réseau
TOTAL	81,90 €	

Exercice 2013

<i>N° Titre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nature de la recette</i>
75313950012	23,75 €	Modernisation de réseau
75313850012	202,29 €	Redevance d'assainissement
75313950012	0,52 €	Redevance d'assainissement
75313990012	0,19 €	Redevance d'assainissement
75313990012	1,62 €	Redevance d'assainissement
TOTAL	228,37 €	

Exercice 2014

<i>N° Titre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nature de la recette</i>
75313580012	13,30 €	Modernisation de réseau
75313580012	120,68 €	Redevance d'assainissement
TOTAL	133,98 €	

Exercice 2016

<i>N° Titre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nature de la recette</i>
33	0,04	Redevance d'assainissement
TOTAL	0,04 €	

- **décide** d'accepter l'effacement de la dette de Madame CALIN née DUPONT de 73,39 € sur le budget annexe d'assainissement suite à la décision de la commission de surendettement de la Banque de France :

Exercice 2016

<i>N° Titre</i>	<i>Montant</i>	<i>Nature de la recette</i>
33	5,76 €	Modernisation de réseau CALIN
33	67,63 €	Redevance d'assainissement CALIN
TOTAL	73,39 €	

- décide d'approuver l'admission en non-valeur des recettes énumérées ci-dessous pour un montant total de 56,10 €, correspondant à la liste des produits

irrecouvrables n° 10300/2017/2608980212 dressée par le comptable public pour le budget principal :

Exercice 2013

N° Titre	Montant	Nature de la recette
75372250012	26,40 €	Repas au restaurant scolaire CUQUEMEL
75372260012	6,60 €	Repas au restaurant scolaire CUQUEMEL
75372270012	9,90 €	Repas au restaurant scolaire CUQUEMEL
75372280012	13,20 €	Repas au restaurant scolaire CUQUEMEL
TOTAL	56,10 €	

Une décision modificative devra être prise pour ces non-valeurs au chapitre 65 du budget annexe d'assainissement (articles 6541 et 6542),

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré décide :

- d'approuver l'admission en non-valeur des recettes énumérées ci-dessous pour un montant total de :

. 521,08 €, correspondant aux listes des produits irrecouvrables
n° 10302/2017/2601130512 et 10302/2017/2638680512 dressées par le
comptable public pour le budget annexe d'assainissement,

. 56,10 € correspondant à la liste des produits irrecouvrables
n° 10300/2017/2608980212 dressée par le comptable public pour le budget
principal,

- donne pouvoir à Monsieur le Maire pour prendre toutes les dispositions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2017079	Décision modificative n° 1 – budget annexe d'assainissement
----------------	--

Le Conseil municipal,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2017046 en date du 5 avril 2017 approuvant le budget primitif 2017 du budget annexe d'assainissement,

Entendu l'exposé de Monsieur le Maire, et après en avoir délibéré :

- adopte la décision modificative n° 1 de l'exercice budgétaire 2017 pour le budget annexe d'assainissement telle que détaillée dans le tableau ci-dessous,

- donne délégation à Monsieur le Maire ou à défaut au 1^{er} Adjoint à l'effet de notifier la présente décision au Préfet et au comptable public.

FONCTIONNEMENT			
DEPENSES		RECETTES	
Chap. 65 Autres charges de gestion courante			
Art. 6541. Créances admises en non-valeur	426,00 €		
Art. 6542 Créances éteintes	74,00 €		
Chap. 011 Charges à caractère général			
Art. 61523 Réseaux	-500,00 €		
TOTAL	0,00 €	TOTAL	0,00 €

2017080	Location d'un bâtiment artisanal sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
----------------	---

Monsieur Henri BONNEL informe le conseil municipal que la commune déléguée de Juvigny sous Andaine possède un bâtiment à vocation artisanale rue de Lassay. Ce dernier va être reloué au 1^{er} juillet 2017 à la société JLG ISOLATION suite au départ de l'ancien locataire. Le montant du loyer mensuel sera de 350,00 € HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- accepte de louer le bâtiment artisanal situé rue de Lassay à Juvigny sous Andaine,
- accepte le montant du loyer mensuel fixé à 350,00 € HT,
- dit que la société JLG ISOLATION devra acquitter tous les impôts, contributions et redevances lui incombant y compris le remboursement à la commune de la taxe foncière grevant l'immeuble loué,
- donne pouvoir à Monsieur le Maire ou à Monsieur le Maire déléguée de Juvigny sous Andaine pour prendre toutes les dispositions et signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

2017081	Dossier DETR pour les travaux de rénovation des vestiaires de football et des sanitaires du camping de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine
----------------	---

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que la commune déléguée de Juvigny sous Andaine a programmé des travaux d'aménagement des vestiaires de football et des sanitaires du camping. Ceux-ci comprennent :

- Création d'un parking,
d'un cheminement accessibilité
pour le terrain de football
et l'arboretum : 48 610,00 € HT
sous total : 48 610,00 € HT
- Totem à carte camping-car : 11 500,00 € HT
- Plomberie : 11 114,00 € HT
- Carrelage : 8 465,00 € HT

- Isolation	: 11 975,00 € HT
- Electricité	: 11 550,00 € HT
- Bardage - couverture	: 17 159,00 € HT
<i>Total travaux</i>	<i>: 71 763,00 € HT</i>
- Maîtrise d'œuvre	: 6 350,00 € HT
Total général	126 723,00 € HT, soit 152 067,60 € TTC

Ces travaux peuvent bénéficier :

.d'une subvention DETR :

30 % sur 48 610,00 € HT de travaux de voirie, et d'eaux pluviales

40 % sur 78 113,00 € HT de travaux d'aménagement des vestiaires

. d'une subvention du Conseil Départemental à hauteur de 20 % plafonnée à 15 000,00 €

. d'une subvention de la Ligue et du District de Football de 20 %

Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré :

- accepte le projet de rénovation des vestiaires de football et des sanitaires de camping de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine,

- établit le plan de financement suivant :

Travaux et honoraires : 126 723,00 € HT

Subvention DETR (30 %) : 14 583,00 €

Subvention DETR (40 %) : 31 245,00 €

Conseil Départemental : 15 000,00 €

Ligue et District de Football (20%) : 12 000,00 €

Fonds propres : 79 239,60 € TTC

- demande que les dossiers de demande de subvention dans le cadre de la DETR, auprès du Conseil Départemental, de la Ligue et du District de Football soient constitués,

- dit que les crédits nécessaires seront inscrits au budget primitif 2017,

- donne tout pouvoir à Monsieur le Maire ou à un adjoint pour signer les pièces et actes relatifs à cette délibération.

Numéro d'ordre des délibérations

Date	Numéro	Objet	Page
13/06/2017	2017061	Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) : transfert de la perception et de la fixation du taux au Territoire d'Energie Orne	40
13/06/2017	2017062	Indemnité des élus	42
13/06/2017	2017063	Loyer du commerce de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé	42
13/06/2017	2017064	Modification des statuts du comité syndical des eaux d'Andaine	43
13/06/2017	2017065	Mise en place du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP)	43
13/06/2017	2017066	Demande de participation financière aux frais de scolarité de l'école publique de Lassay les Châteaux	48
13/06/2017	2017067	Loyer d'un logement sis 21, place Saint Michel à Juvigny sous Andaine	48
13/06/2017	2017068	Acquisition de tables et de chaises pour les salles communales de Juvigny sous Andaine et de Sept Forges	49
13/06/2017	2017069	Lancement d'une consultation d'entreprises pour les travaux d'aménagement des vestiaires de football de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	50
13/06/2017	2017070	Limiteur sonore dans les salles communales de La Baroche sous Lucé et Juvigny sous Andaine	50
13/06/2017	2017071	Aménagement d'un logement dans l'ancien presbytère de la commune déléguée de La Baroche sous Lucé : modification de la durée de location	50
13/06/2017	2017072	Règlement d'assainissement	51
13/06/2017	2017073	Institution d'une participation pour le financement de l'assainissement collectif (P.F.A.C.)	51
13/06/2017	2017074	Tarification de l'assainissement collectif : usage de puits ou autres source que le réseau	52
13/06/2017	2017075	Modification de loyer de logements communaux de la commune déléguée de Sept Forges	53
13/06/2017	2017076	Vente d'un chemin rural sur la commune déléguée de Sept Forges	53
13/06/2017	2017077	Transfert des pouvoirs de police des maires aux présidents des EPCI	54
13/06/2017	2017078	Admissions en non-valeur	54

Registre des délibérations de la commune de Juvigny Val d'Andaine
- Séance du 13 juin 2017 –

13/06/2017	2017079	Décision modificative n° 1 – budget annexe d'assainissement	56
13/06/2017	2017080	Location d'un bâtiment artisanal sur la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	57
13/06/2017	2017081	Dossier DETR pour les travaux de rénovation des vestiaires de football et des sanitaires du camping de la commune déléguée de Juvigny sous Andaine	57